

Les syndicats

Solidaires travaille avec deux confédérations syndicales :

DISK est un syndicat des travailleurs du secteur privé qui regroupe une vingtaine de fédérations. Il a été créé en 1967, lors d'une première ouverture démocratique puis interdit plusieurs fois par la suite notamment après le coup d'État de 1980. C'est un syndicat qui s'affirme à gauche même s'il refuse d'être associé à une obédience particulière. Il défend un projet révolutionnaire. Parmi les revendications de DISK, on trouve la nécessité de doubler le montant du salaire minimum.

KESK est un syndicat de fonctionnaires. Il est l'aboutissement des luttes dans la fonction publique des années 80 et du début des années 90. Alors que le droit de grève, le droit de négocier et le droit de s'organiser étaient interdits, les fonctionnaires vont arracher le droit de créer des syndicats. Le syndicat Egitim Sen (syndicat de l'enseignement) est notamment l'un des syndicats moteurs de cette confédération et aujourd'hui l'un des syndicats les plus touchés par les vagues de licenciements.

Ces deux syndicats (qui ne peuvent pas fusionner) travaillent aussi avec la chambre des Ingénieurs et des Architectes turcs (TMMOB) et l'Union des Médecins Turcs (TTB).

Ces quatre organisations ont lutté contre la dictature militaire en Turquie puis contre le régime autoritaire d'Erdogan ou encore soutenu le mouvement de Gezi.

Dans Solidaires

En tant que syndicalistes, nous pouvons agir :

En soutenant les grèves qui ont lieu dans nos secteurs par le biais de communiqués ou de soutien financier comme ont pu le faire Solidaires Industrie ou Sud éducation.

En nouant des contacts avec les syndicats de DISK ou KESK comme ont pu le faire Solidaires étudiant-e-s ou Sud Rail.

En nouant des liens particuliers avec les syndicats présents dans des entreprises françaises installées en Turquie comme a pu le faire Solidaires Industrie avec Renault ou Danone.

En diffusant le matériel de la commission internationale dans nos syndicats et lieux de travail.

En organisant des formations sur la question (s'adresser au CEFI).

En s'impliquant au niveau des unions départementales ou locales dans des collectifs de soutien au Kurdistan.

En rejoignant les nombreuses manifestations organisées par les associations kurdes.

En montant des campagnes de solidarité spécifiques : pansements, livres, matériel de santé, vêtements, soutien financier aux syndicalistes licencié.e.s...

**Pour en savoir plus, site www.solidaires.org,
rubrique « A l'international ».
Pour contacter le groupe de travail Kurdistan /
Turquie : international@solidaires.org**

COMMENT ÊTRE SOLIDAIRES AVEC LES PEUPLES DE TURQUIE ET DU KURDISTAN

Une brochure de la
commission internationale



Union
syndicale
Solidaires

Travailleurs et travailleuses en Turquie

Depuis la vague néolibérale des années 80, la situation des Travailleur-ses ne fait que se dégrader. Trois graves accidents durant les trois dernières années dans des mines, ayant entraîné la mort de plusieurs dizaines d'ouvriers, ont montré la gravité de leurs conditions de travail. Le porte-parole du TMMOB (Union des chambres d'ingénieurs et architectes de Turquie) d'Istanbul pouvait déclarer en décembre 2016 que : « 18 067 travailleurs ont perdu la vie dans des crimes du travail ces 14 dernières années, et 73 500 ouvriers sont devenus incapables de travailler. Durant les 10 premiers mois de l'année 2016, 1600 ouvriers sont morts au travail. La Turquie est le premier pays européen concernant les accidents du travail. Ce tableau est le résultat de la politique du gouvernement de l'AKP qui au lieu de prendre et renforcer les mesures pour garantir la santé et la sécurité des travailleurs considère les accidents du travail comme une "fatalité et comme la nature des choses". »

A ces conditions difficiles, s'ajoutent le licenciement depuis le putsch manqué de l'été 2016 de nombreux fonctionnaires et travailleurs sous contrat privé dans la fonction publique, dont près de 5000 syndicalistes de KESK et de DISK (chiffres en mai 2017), qui n'ont pourtant aucun lien avec ce coup d'Etat. Purges qui ne sont pas prêtes de s'arrêter suite au référendum truqué du 16 avril 2017 qui instaure de fait un nouveau régime dictatorial.

Grèves et résistances en Turquie

Si les syndicalistes sont à ce point visés par les répressions, c'est notamment parce que la résistance et la lutte des syndicalistes révolutionnaires de Turquie sont fortes et déterminées. A plusieurs reprises, des grèves ont eu lieu pour lutter contre les politiques néolibérales et la fascisation du pays. KESK et DISK ont décidé de soutenir financièrement leurs adhérent.e.s licencié.e.s. Notre travail est autant de les soutenir que de s'inspirer de leurs moyens de lutte.

Pourquoi associer Turquie et Kurdistan ?

Nous reconnaissons la situation coloniale subie par les Kurdes. Les Kurdes occupent les postes les plus bas de l'échelle. Leurs luttes servent de prétexte à la mise en oeuvre d'un arsenal répressif qui les vise d'abord eux avant de s'élargir à l'ensemble de la société. Cette situation a donc des conséquences sur toute la Turquie. Leur lutte pour leur reconnaissance a aussi favorisé l'émergence de luttes d'autres peuples ou groupes religieux assimilés depuis la fondation de la République de Turquie : Arméniens, Grecs, Alévis... Ces groupes minoritaires sont, depuis la fondation de la République de Turquie, désignés comme des "ennemis de l'intérieur", une menace pour la stabilité et l'unité de l'Etat turc. Cette guerre intérieure fait partie des clés pour comprendre la persistance d'un état autoritaire en Turquie. Guerre intérieure qui s'accompagne d'une marginalisation et d'une domination économique des zones kurdes.

Le Kurdistan : une longue histoire d'oppression et de résistances

Depuis la naissance du Rojava en 2012, l'attention internationale s'est portée sur le Kurdistan dans son entier. Les Kurdes sont un peuple qui fut séparé entre quatre Etats-nations au début du XX^e siècle (Irak, Iran, Syrie et Turquie) où ils ont été et sont encore réprimé-es pour leur langue et leurs cultures. Durant un siècle, ils ont d'abord lutté contre les politiques d'assimilation puis des mouvements politiques ont émergé. Si en Irak, les massacres des années 90 ont poussé la communauté internationale à forcer la création d'une région autonome, la situation est restée très compliquée en Turquie, en Iran et en Syrie. Dans ces trois pays, est porté et construit le projet d'un confédéralisme démocratique, projet politique non nationaliste reposant sur l'égalité des genres, l'écologie et une économie coopérative non capitaliste. Leur idée étant de construire une société de paix dans une Mésopotamie en guerre, sous dictature et sous occupation depuis la fin de la chute de l'empire Ottoman.



Visuel de la campagne "Des livres pour Rojava
@Solidaires Etudiant-e-s ; 2015